



Le relais

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE CGT-FAPT

Trimestriel n° 55 - Juillet 2012 - 4€

Sommaire

La guerre cette horreur !
pages 2 à 4

Guy Allary, un agent des lignes
pages 4 à 6

Les femmes s'imposent
à la distribution...
pages 7 et 8

Le combat
contre l'extrême droite page 9

François du CASTEL n'est plus
page 10

Vie de l'HS page 11

Jean GUERINEL n'est plus
Un haut fait de la résistance PTT
honoré
page 12



Institut
d'Histoire Sociale
CGT-FAPT

Siège social : 263, rue de Paris
Case 545 - 93515 Montreuil Cedex

Tél. 01 48 18 54 00
Fax 01 48 59 25 22



Le billet La démocratie en danger !

La dernière période a été marquée par une très longue campagne électorale, celle des présidentielles puis des législatives. La « gauche » revient au pouvoir avec un président et une majorité socialiste à l'Assemblée Nationale, pour la seconde fois seulement depuis 31 ans.

En 1981 François Mitterrand était élu le premier président socialiste de la Cinquième République.

La lecture du Tome 2 de l'histoire de la Fédération, montre les années 1975/1980 difficiles, tant sur le plan économique et social que sur le plan des luttes et le mécontentement qui va crescendo jusqu'à l'élection présidentielle.

Hier, comme aujourd'hui, les attentes sociales envers le gouvernement étaient fortes... et l'espoir de changement aussi !

Mais entre 1981 et 2012, l'abstention est passée de 29,1 % à 42,9 % pour les élections législatives.

Et depuis 2000, alors que les élections législatives suivent l'élection présidentielle^[1], son intérêt diminue pour le citoyen qui vote tout d'abord pour des personnes plutôt que pour l'organisation démocratique de la société et ce sont elles qui votent les lois, et cela sous influence médiatique.

La mise en danger de notre démocratie mérite donc un examen plus approfondi.

Nombre de citoyens sont déçus par la politique qui ne répond pas aux exigences sociales, la construction européenne libérale ne fait pas rêver. Les plus jeunes, précaires se sentent mal représentés, ni écoutés et encore moins entendus. Cela génère d'une part l'abstention et d'autre part un vote Front National. Ce parti ayant adopté un discours social, un nouveau look, surfe sur le mécontentement dû à la crise systémique du capitalisme, mais les immigrés sont toujours à buter hors de France et la « priorité nationale » aux « français de souche » est toujours ambitionnée.

Les idées de l'Extrême Droite que, Sarkozy et consort, tout au long de son quinquennat et lors de sa campagne électorale, ont contribué à banaliser, sont bien palpables.

Cela devient une pensée récurrente en France.

Un sondage fait état que 50 % des français pensent que le Front National est un parti comme les autres...

Ainsi ses thèses validées par la droite gagnent plus d'un million de voix par rapport à 2002.

Pour le « démasquer » notamment sur le terrain des idées, il faut bien connaître l'histoire de son adversaire, d'où elle vient, de sa stratégie politique en France et en Europe.

Notre Institut, son Relais depuis 2002, ont proposé des documents à lire, à relire et à faire lire sans modération pour argumenter contre « l'imposture sociale » du FN.

La CGT, ses militants doivent tenir toute leur place pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie et sur le terrain des revendications pour la satisfaction des besoins.

Les élections sont passées, les attentes sociales demeurent...

Là encore l'histoire nous enseigne qu'aucun changement, aucun progrès social n'ont pu être conquis sans que les travailleurs ne fassent entendre leurs revendications et s'organisent en permanence dans l'activité syndicale.

« Le changement c'est maintenant ! » Après le slogan, il faut des mesures fortes, maintenant, car « toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme » écrivait Albert Camus^[2].

Danièle Ledoux

1. Réforme mise en place par le gouvernement Jospin, en pleine cohabitation, suite au référendum du 24 septembre 2000, ramenant la durée du mandat présidentiel de 7 à 5 ans.
2. In L'homme révolté 1951

La guerre cette horreur !



Tel est le titre du texte que nous avons reçu de notre ami Roger Rossi 82 ans. Cadre des PTT (télécommunications), militant de la CGT depuis toujours, membre de la commission nationale de l'UFR, il est encore aujourd'hui secrétaire de l'UFR de Seine-Saint-Denis.

Roger nous relate sa jeunesse marquée par la seconde guerre mondiale, il avait entre 10 et 15 ans. Comment, on en est arrivé là, ses souffrances de gosse qui l'ont forgé très vite dans ses convictions, ses engagements, dont aujourd'hui encore il est porteur pour les plus jeunes. Pour l'histoire nous publions ci-après de larges extraits de sa contribution.

"...La guerre cette horreur - dit-il - a des causes qu'il faut étudier pour, à l'avenir, l'empêcher. Or, si on étudie les causes de la seconde guerre mondiale, on s'aperçoit que la cause principale est la crise capitaliste de 1929". Et de citer Jean Jaurès "Le capitalisme porte en lui la guerre, comme les nuées portent l'orage..."

"Les crises capitalistes ont pour cause la mauvaise répartition des richesses : des riches trop riches, des pauvres trop pauvres. Aujourd'hui, combattre avec la CGT, pour l'amélioration des salaires et des retraites, c'est combattre contre la guerre".

Souvenirs : De la misère... à «maintenant, on va aller en vacances !»

"Mes parents habitaient un petit appartement dans une impasse de la zone insalubre de Belleville à Paris. Ils possédaient un

petit jardin à Noisy-le-Grand, avec une petite maison que mon père avait construite, pendant ses dimanches.

Dès 1929, avec la crise, la situation devint très difficile. Le décès de mon grand-père, Antonio Rossi, accéléra le déclin de l'entreprise familiale, difficulté de trouver des clients, mais aussi pour se faire payer les travaux exécutés. Ce désastre amena le non paiement des salaires de mon père et mes parents épuisèrent toutes leurs économies. D'autant que la santé de ma mère s'était dégradée, à cause des vapeurs des produits toxiques employés dans le métier de la chaussure, la crise la privera, elle aussi, de son emploi. Ce fut la grande misère, la viande c'était uniquement le dimanche ; pour les autres jours, ma mère bonne cuisinière, demandait au boucher des rognures, pour un chien que nous n'avions pas, avec lesquels elle faisait d'excellents ragoûts, mais je refusai de manger les «tuyaux» (les artères) ! Quant au goûter de quatre heures, j'avais du pain sec, je voulais du beurre et du chocolat ! Lors du passage des encaisseurs de l'électricité et de la Semeuse (société de crédit), ma mère me demandait de me taire et nous n'ouvrons pas la porte ; quelques jours après le gaz et l'électricité

étaient coupés, on ressortait la lampe à pétrole et le réchaud à alcool, tant que les factures n'étaient pas payées.

Enfin, un beau frère de mon père racheta l'entreprise pour un franc symbolique et mon père reçut à nouveau un salaire.

Et ce fut 1936 et le «Front Populaire». Des grèves éclatèrent partout, ma mère m'emmena voir une de ses cousines Anna, qui était couturière, et qui faisait la grève sur le «tas», elle nous montra l'endroit où elle dormait, c'était un tas de tissus, pour le gamin que j'étais, faire la grève sur le tas, c'était dormir sur un tas de tissus. Et ce fut la victoire ! Tous les quartiers populaires étaient en fête, des bals partout. Dans notre impasse, nous avions Gégène notre accordéoniste que les autres impasses, passages et rues nous enviaient. Nous les gosses nous traitions des faucilles et des marteaux à la craie sur les murs. Puis un jour, tout l'est parisien descendit, lors d'une manifestation, vers la place de la République, j'étais sur les épaules de mon père, des cortèges arrivaient de toutes les avenues, c'était noir de monde. Arrivé place de la République, mon père me dit «Roger, maintenant, on va aller en vacances». C'était une véritable révolution, que les jeunes d'aujourd'hui ne

peuvent pas comprendre, pour eux les vacances sont un droit, et pourtant, c'est le résultat de nombreuses luttes.

La guerre 14-18 n'était donc pas «la der des der»

La crise de 1929, avec un chômage considérable dans les pays d'Europe, n'était pas estompée, tandis que les forces capitalistes exacerbèrent et finançaient les nationalismes, avec l'aide des forces fascistes, afin que les peuples se massacrent. Cette période fut marquée par les horreurs de la guerre d'Espagne ; en France des militants de gauche parcouraient les boulevards parisiens, en brandissant le drapeau des républicains espagnols, et chacun donnait son obole pour la cause antifranquiste. On apprenait qu'un compagnon de travail d'un voisin avait rejoint les brigades internationales.


Pendant ces événements, j'avais entre 7 et 10 ans, je n'en comprenais pas toute la portée ; plus tard, à l'âge adulte, mon père comparait la Commune de Paris de 1871 et la guerre d'Espagne, pour lui les premiers défendaient leur arrondissement et les autres leur région.

Puis vint la mobilisation générale le 1^{er} septembre

Le relais

14^e année de parution Trimestriel 4€
Directeur de la publication: Bernard Bourche
Redaction administrative: 263, rue de Paris,
case 545 - 93515 Montreuil Cedex

3^e trimestre 2012
Dépôt légal à parution
CPPAD N°0902 CG1018

 Chevilon Imprimeur, 89100 Sens

1939. J'étais avec ma mère à Noisy-le-Grand, le garde municipal battit le tambour et colla des affiches dans les différents quartiers de la commune, incitant les hommes mobilisables à rejoindre l'armée ; nous rentrâmes immédiatement à Belleville. Je vis nos voisins partir à la guerre avec simplement une musette.

Mon père trop âgé n'était pas mobilisable, dans notre logis, il collait des bandes de papier sur les vitres pour éviter d'être blessé par le verre en cas de bombardement et peignait les carreaux en bleu et installait des doubles rideaux, pour désorienter les avions, ainsi ils ne voyaient pas les lumières de la ville, donc la ville elle-même.

Des amis près de Paimpol à Kéridy nous ont proposé de nous réfugier en Bretagne, il fut décidé que maman et moi nous partirions... (Roger raconte dans le détail ce voyage très particulier, sa découverte - lui le titi parisien - de la langue bretonne, du monde rural, les animaux domestiques, etc.).

De la drôle de guerre à l'occupation allemande

Nous étions pendant la drôle de guerre et comme aucun événement catastrophique ne se produisait, il n'y avait pas de bombardement à Paris, ma mère décida de revenir à Belleville.

Je retrouvais l'école communale de la rue Julien Lacroix, à côté de l'église de Ménilmontant. La propagande officielle (bourrage de crâne) nous dépeignait un ennemi faible que nous vaincions facilement, il avait des chars dont le plancher était en contreplaqué par manque d'acier et le brave soldat français n'avait qu'à lancer une grenade incendiaire sous le char et celui-ci brûlerait ! Dans le métro, des affiches représentaient un globe terrestre, sur lequel étaient dessinés les empires britanniques et

français, ceux-ci étant très étendus sur les cinq continents et l'Allemagne n'étant qu'une petite tâche noire insignifiante en Europe. Une devise sur l'affiche « Nous vaincrons, car nous sommes les plus forts » ! Les événements vont démontrer la fausseté de cette propagande. En mai 1940, ce fut le désastre... puis la débâcle, un tiers des voisins partirent sur les routes, parfois pour une région déterminée à plus de 500 km, parfois sans but précis. Mes parents se

ne, qui était pour la politique de Pétain, son mari étant parti à la guerre et pour elle, signer l'armistice était la condition du retour des prisonniers.

Mais bientôt les illusions vont disparaître, les prisonniers ne vont pas rentrer, le ravitaillement va devenir de plus en plus difficile, les Allemands vont rester et la guerre va continuer. Une grande partie de l'impasse va devenir antipétainiste, ce sera en quelques mois un retournement total de l'opinion...



Roger Rossi en 1941.

disputèrent, ma mère voulait partir, mon père voulait rester, cette deuxième solution sera adoptée après des dures discussions.

Paris sera occupé à la mi-juin 1940, une partie importante de l'impasse, où était notre logis, était pour l'armistice donc pour Pétain, par contre mon père était pour continuer la guerre. Mais le fait qu'il ne soit pas mobilisable à 52 ans, lui a valu une altercation avec une voisi-

La famine, la misère

Les conditions de l'armistice et l'occupation allemande entraînèrent un grave manque de ravitaillement, d'où des queues interminables pour obtenir quelques denrées essentielles. Dans ces queues les informations circulaient, sur les morts de faim, c'est vrai que la famine s'étendait et tuait les gens déjà atteints de maladies infectieuses et

désormais en sous-alimentations. Mais bien d'autres rumeurs fondées ou non circulaient, on pourrait dire aujourd'hui, que ces queues étaient le nouveau « média » de l'époque !

Une chose est certaine, si le milieu rural et la bourgeoisie mangeaient à leur faim, ce n'était pas le cas pour la population des quartiers ouvriers, si aucune statistique n'a été publiée sur le nombre de morts de faim, il fut important, il y a aussi d'autres causes à cette mortalité le manque de chauffage, le manque de médicaments, mais aussi les conditions de travail et de logement désastreuses, avant guerre il y avait déjà 20 fois plus de morts par tuberculose dans le 20^e arrondissement de Paris, par rapport au 16^e pour une population équivalente.

Que d'épreuves douloureuses avant la Libération !

Roger aborde beaucoup d'autres questions : la Résistance bien sûr, les bombardements, sa scolarité et son admission dans un centre d'apprentissage à 14 ans en 1943, il voulait devenir chaudronnier. Il poursuit :

En 1936, le Front Populaire crée (sur le papier) les centres d'apprentissage. En 1943, j'entre dans celui de la rue Bua dans le 20^e, pour cela mes parents durent signer un document attestant que leurs parents et grands parents n'étaient pas juifs. La vie du centre était militaire, chaque matin suivait aux couleurs, avec drapeau blanc avec la française que tricolore, nous marchions au pas et corvées diverses, nous devions aussi participer aux déblaiements après les bombardements alliés, j'y suis allé cinq fois, c'était éprouvant physiquement et moralement pour des jeunes de notre âge, j'ai souvent repensé à cette horreur, ces tragédies, l'absurdité de la guerre.

Et que dire de ce fléau, le racisme

Lors de la défaite de 1940, il fallait des coupables, certains habitants de l'impasse, les plus racistes prétendirent que les juifs étaient responsables, d'ailleurs ils parlaient une langue, le Yiddish, proche de l'allemand. Mais les nazis et leurs amis, en secret, préparèrent la solution finale, pour cela il fallut recenser les israélites. A l'école à deux reprises, de soit-disant médecins vinrent nous soi-disant ausculter, nous passâmes tout nus devant ces messieurs, seuls ceux qui étaient circoncis étaient interrogés sur leur famille. Informée de cette opération, une voisine montra sa mauvaise humeur « on s'occupe des garçons, mais les filles sont abandonnées ». Ma mère lui fit remarquer que cette visite médicale n'avait, aucunement pour but la santé des garçons. Un autre moyen de recensement, la distribution des colis par l'intermédiaire d'associations juives. Mais certains, non juifs, disaient « voyez, nous faisons la queue, eux ils ont des colis, ce qui prouve qu'ils sont de mèche avec l'occupant ». Mais bientôt des mesures humiliantes vinrent frapper la communauté juive, le quart de ma classe porta une étoile jaune, ils devaient voyager dans le dernier wagon, cer-

tains commerces leur étaient interdits. Puis vint la rafle du « Vel d'hiv ». Ma mère, qui était partie faire la queue à 6 heures du matin, revint affolée une demi-heure plus tard en disant « La police arrête les juifs, va faire la queue à ma place, car je dois savoir s'ils sont venus arrêter ton oncle Georges qui est juif et ton cousin Albert son fils ». Elle revint soulagée, tous les deux avaient échappé à la police et s'étaient cachés. Si mon cousin a pu se réfugier en Auvergne, puis en Espagne, mon oncle sera dénoncé, arrêté, il mourut à Auschwitz.

Et cette conclusion de Roger ROSSI :

La guerre se termina et on subit encore pendant 4 ou 5 ans des difficultés, puis la situation revint normale, avec en plus, le programme du Conseil National de la Résistance qui commençait à s'appliquer. Mais fallait-il cette boucherie pour obtenir ces avantages ? Non ! Il fallait lutter politiquement et syndicalement avant que la guerre éclate, pour l'éviter !



Lyon 1963, l'équipe des lignes de Guy Allory (à droite).



1971, (à gauche et de face) Guy Allory.



1972, Guy Allory.



Roger Rossi (au centre avec chapeau) le 22 mars 2001 à Paris.

Témoignage de Guy ALLORY⁽¹⁾

La vie d'un agent des lignes à l'aérien de 1956 à 1962

C'est pendant mon service militaire que je passe le concours d'AT1 du service des lignes. Libéré de l'armée en mai 1956, je pars au cours d'agent technique de 1^{re} classe, titre pompeux pour désigner un agent des lignes pouvant intervenir sur les câbles téléphoniques.

Cours d'AT1 à Paris en 1956

Donc direction Paris, plus particulièrement la rue Barreault, à l'École Supérieure des Télécommunications pour suivre un stage de 3 mois.

– Rue Barreault : c'est la partie théorique.

– Boissy Saint Léger : c'est la partie pratique de l'aérien et les artères aériennes, plantation de poteau, matériel, etc.

– Central Jasmin à Paris : c'est la partie pratique, connaissance, repérage et raccordement de câbles, soudures, etc.

Avec des horaires de 48 heures en 6 jours du lundi au samedi.

Les cours théoriques à **Barreault** c'est d'abord la découverte du "Tucoular" (bible des lignes, la nomenclature du matériel devant être apprise par cœur), mais aussi quelques connaissances du montage et de l'installation des postes téléphoniques de l'époque et enfin, cours administratifs...

Boissy-Saint-Léger, c'est un peu la détente, plusieurs stages d'une journée, chaque fois avec trajet en train aller-retour. Le formateur est un agent des lignes près de la retraite qui connaît bien son métier et ce dont il parle : lignes aériennes, matériel, pose de fils, protection, sécurité, etc.

Au souterrain à **Central Jasmin** : l'ambiance change, la discipline est de rigueur, tables-établis de 8 personnes où l'on s'assoie et se lève au commandement. Interdiction de se déplacer et de parler à ses voisins ; la sanction est immédiate : nettoyage des «chiottes» à la fin de la journée. J'ai participé plusieurs fois à cette désagréable activité.

La terreur des stagiaires est la soudeuse d'une pièce dite à 4 directions qui ne doit comporter aucune imperfection et qui est éliminatoire pour le stage. La sanction : nomination comme auxiliaire à Paris en attendant un prochain stage. A notre cours, 2 stagiaires ont été ainsi éliminés.

Arrive la fin du stage : le samedi dernier jour, nous rejoignons Barreault et là, nous nous retrouvons dans une

grande salle à attendre devant un tableau noir. Une personne arrive, inscrit des villes avec les postes disponibles pour chaque ville, c'est-à-dire 1 ou plusieurs postes pour chaque ville inscrite, autant de postes que d'élèves, pas un de plus. Le classement de fin de cours détermine le choix de chacun. Il y a un poste à Dijon où j'habitais et mon classement me permet d'y être nommé. D'autres, moins chanceux, se retrouvent loin de leur domicile et de leur famille. La nomination en poche, les billets de transport sont réalisés avec convocation pour la nouvelle résidence dès le lundi matin. Nous prenons donc le train pour ce nouveau poste.

Pendant cette période de cours nous n'avions aucun rapport avec la CGT, nous étions isolés des actifs. Heureusement, les agents des lignes qui avaient passé le concours interne d'AT1 nous informaient, grâce au Bulletin des lignes qu'ils recevaient.

Ainsi, nous avions une image de l'audience de la CGT et des mouvements revendicatifs en cours.

Nomination d'AT1 à Dijon (Côte d'Or) à l'aérien, service des lignes : 1956

Le lundi matin je me retrouvais donc à la direction des PTT place Grangier à Dijon, au service des lignes de l'aérien, dépendant de la Poste, d'où on me dirigea vers le magasin des lignes.

Le lendemain, je suis en équipe dès 5 heures du matin, direction Nuit-Saint-Georges. Nous étions 7 ou 8 avec le conducteur. Le trajet était long, 2 heures aller, 2 heures retour. Seul le conducteur avait une compensation pour le temps de trajet.

Nous arrivions sur le chantier à 7 heures. Le véhicule était une TK non chauffée et inconfortable.

En principe l'AT1 était responsable d'un groupe généralement de trois agents pour la réalisation de petits travaux ou d'installations téléphoniques. Pour ma part, le service de Dijon possédait 3 groupes et 3 AT1 avaient été nommés avant moi : résultat je me retrouvais en équipe ou je devais seconder le conducteur de chantier. En réalité, mon travail consistait comme mes camarades à faire des trous de poteaux, planter ceux-ci, poser des traverses, puis des isolateurs et enfin y mettre des fils.

Pour l'ancien ajusteur que j'étais, le travail, en particulier les trous de

plantation, qui se faisaient à la barre à mine, à la pelle étaient pénibles, pour le reste le fait de travailler dans la nature facilitait les choses.

Ma première journée fut harassante, mais je compris vite que l'esprit d'équipe était très important et que la solidarité n'était pas un vain mot.

La gamelle

Les jours suivants, je m'acclimatai à ma nouvelle activité, les journées de 5 heures du matin à 8 heures du soir étaient longues. Très vite pour Nicole ma femme, qui travaillait aux chèques postaux de Dijon, se posa le problème de la préparation de ma gamelle : les repas en équipe étaient pris dans un café choisi près du chantier du moment où le cafetier acceptait de nous faire chauffer nos gamelles. Nous avions tous le même sac en cuir fourni par l'administration, en théorie, pour y mettre l'outillage mais qui, détourné de son activité première, servait à ranger ce qui était nécessaire pour le repas : gamelle de l'armée à deux compartiments, bouteille de «Cointreau» pour la boisson car cette bouteille carrée était adaptée à notre sac «mangeoire», petit réchaud à alcool pour les jours où la gamelle ne pouvait être réchauffée à l'endroit où nous mangions et quelques ustensiles tels que couteau, cuillère, fourchette, sel, poivre.

Pour en revenir au contenu de la gamelle et pour que celui-ci varie, «nos femmes» devaient faire preuve d'ingéniosité. Nicole me demandait souvent : que mangent les autres ?

Le Syndicat CGT

Notre chef de secteur Gaston Peype était un militant de la CGT ainsi que mon conducteur de chantier Pannier. Donc, ancien syndiqué CGT de la métallurgie je retrouvais ma place au sein du syndicat CGT des lignes.

Le personnel des lignes était fortement organisé et syndiqué à la CGT ce qui permettait d'avoir de puissantes actions revendicatives telles que pour : 40 heures en 5 jours, la prime de risques, les déplacements et missions. Et, nous participions aussi aux grèves concernant l'ensemble des PTT et des travailleurs.

En juin 1956, première victoire sur une prime de risque hiérarchisée, mais bien sûr la lutte continue pour une prime unique de l'auxiliaire au chef de district.

1. Voir les 3 photos page 4 à droite.

Arriva l'hiver avec le froid et la neige, avec des tenues non appropriées, nous n'avions à l'époque ni veste en cuir, ni bottes fourrées, obtenues par l'action quelques années plus tard. La pénibilité du travail se faisait encore plus sentir et, déjà au syndicat, nous commençons à parler de la prime de froid ou de l'indemnité de boissons chaudes. Le trajet pour arriver sur le chantier était un moment difficile long et fatigant, c'était la période ou par le poids du verglas et de la neige, les fils téléphoniques cassaient mettant parfois les artères téléphoniques au sol sur plusieurs centaines de mètres qu'il fallait reconstruire dans l'urgence malgré le temps souvent exécrable.

Les travaux

Je vais faire connaissance avec deux activités des plus ingrates, la première est de remplacer des poteaux le long de la voie ferrée. Quand le trou pour le poteau est presque terminé, un train passe et les vibrations dues aux trains rebouchent le trou et tout est à recommencer. L'autre est le scellement de tiges métalliques dans des pierres d'angle d'immeubles pour supporter les fils aériens.

Masse et burin en main, il me fallait un temps infini pour réaliser le moindre trou.

Les luttes

Pendant toute la période de la guerre d'Algérie, le Bulletin des lignes nous tient au courant des actions menées contre les factieux et contre cette guerre coloniale, notre camarade Halimi, comme bien d'autres militants est emprisonné au camp d'internement de Lodi. Il y sera détenu 2 ans et demi et le personnel des lignes est dans la lutte avec l'ensemble de la CGT contre cette guerre, ses drames et ses conséquences.

En février 1957, à l'appel de la CGT une puissante grève des lignes sur l'ensemble de nos revendications est organisée, puis même action en avril, en octobre et novembre cette fois pendant quatre jours les 14, 17, 22 et 25 novembre. Comme on le voit nos acquis n'ont été obtenus, que par une lutte puissante et de tous les instants.

Le Bulletin des Lignes

Les premiers résultats de l'action ne vont pas tarder. Mars 1958 : augmentation des déplacements, les luttes se multiplient et si l'action militante est prépondérante le Bulletin des lignes est un outil primordial qui est attendu par un grand nombre d'agents des lignes chaque mois.

Ce bulletin nous informe non seulement sur tout ce qui touche le service des lignes : mutations, nominations, reçus aux concours, actions, acquis, changement indiciaire etc. mais aussi des luttes nationales et, même internationales.

Les CAP 1959

Les élections aux CAP d'avril 1959 récompensent la CGT et ses militants du travail réalisé. Le personnel des lignes, en nous apportant leur confiance, en nous donnant près de 76 % de leurs voix, valide ainsi les combats que nous menons. Elu sur le plan départemental, une nouvelle tâche m'attend.

C'est en 1959, que je passe le concours de conducteur de chantier, il y a 120 places et je suis 122^e, dans sa grande bonté l'administration me propose l'Algérie où la guerre fait rage : j'attendrais le prochain concours.

Le 2 décembre 1959 nous participons à une puissante grève de la fonction publique sur nos salaires et notre pouvoir d'achat.

Nous rentrons dans l'année 1960 où l'action va continuer. Mars 1960 le service des lignes de Paris arrache les 45 heures en 5 jours, c'est pour nous une preuve que seule l'action paye et que la lutte doit continuer. Avril 1960, encore une puissante grève des lignes : Dijon aérien est à 90 % dans l'action.

La presque totalité de ces luttes se réalise au seul appel de la CGT, FO étant généralement contre nos actions et la CFTC inexistante aux lignes (la CFDT n'était pas encore créée). Quelques outils de modernisation apparaissent tel que le camion tarière, qui dans des sols non rocheux, remplace avantageusement pelle pioche et barre à mine ; puis viendra le camion échelle.

Revendications et résultats de nos actions

L'augmentation et l'uniformité de la prime de risque font toujours parties de nos revendications. Notre métier est dangereux. Les chiffres donnés en 1960 par l'Administration vont conforter nos luttes. Pendant les 11 dernières années, il y a eu au service des lignes 45 670 accidents du travail et 110 cas mortels.

D'autres revendications avec les 40 heures, comme l'augmentation des missions et déplacements, salaires, titularisation des auxiliaires, et promotions catégorielles et boissons chaudes. L'administration, qui a cédé sur cette revendication, a voulu la rendre, quelque peu obsolète. En effet pour avoir droit à cette indemnité, dite de boissons chaudes de 50 francs, il faut que la température soit de moins 5 degrés sans vent ou 0 avec vent, cette indemnité est remboursée au conducteur de chantier sur facture du cafetier, cette réglementation va malheureusement durer quelques années.

En octobre 1960, nous arrachons les 42 heures 30 en 5 jours, pendant la période d'hiver, la période d'été étant de 45 heures, et c'est en mai

1961, que nous obtenons les 42 heures 30 en 5 jours toute l'année. Courant 1959, je me retrouve responsable d'un groupe de trois agents et le principal de notre travail consiste à installer des téléphones chez les abonnés, ainsi que les lignes les raccordant au central, même si le travail est parfois difficile c'est un grand changement avec le travail d'équipe. Pour les actions, grèves et autres nous sommes tous dans la lutte.

En 1960, 1961 je repasse le concours de conducteur de chantier, où je suis reçu 77^e sur 80 mais il faut attendre en principe plus d'un an pour être nommé et aller 3 mois au cours à Paris. Cette position de reçu au concours va en 1961 me propulser à la tête d'une équipe de 7 agents dont le plus jeune avait plus de 40 ans.

Responsable d'équipe

Je me souviens encore de ma première journée, c'était à Pommard où je me trouvais pour la première fois, j'avais tellement préparé ce chantier dans ma tête que j'avais l'impression de le connaître déjà, ce qui me permit d'organiser le chantier assez rapidement n'ayant rien à apprendre à ces anciens mais tout à apprendre d'eux. Nicole ma femme râlait à juste propos, quand il fallait préparer la gamelle, donc au bout de quelques jours, je proposais à l'équipe de détacher le chauffeur pour nous trouver un restaurant familial où nous pourrions manger à un prix raisonnable à midi et pouvoir faire chauffer les gamelles pour ceux qui ne voudraient pas se payer le restaurant. Le résultat fut au-delà de mes espérances ; seul un agent continua quelques jours avec sa gamelle.

Esprit d'équipe

Dans le travail comme dans la lutte cette équipe était solidaire et pour la plupart, les agents syndiqués à la CGT.

Les rapports avec la direction grâce à la puissance de la CGT, étaient sans grand heurt, l'inspecteur principal étant loin d'être antipathique à notre syndicat, seul le directeur départemental que nous ne rencontrions qu'aux délégations était attaché de façon viscérale au pouvoir en place, tout en étant obligé de négocier avec nous qui représentions localement 75 % du personnel aux élections comme au plan national (résultat CAP 1962).

♦

Mon passage à Dijon allait se terminer en 1962, après le cours de conducteur de chantier à Paris, et ma nomination à Lyon dans les mêmes conditions expliquées plus haut, comme pour le cours d'ATI. Une nouvelle vie professionnelle continue à Lyon...

Guy ALLORY

Les femmes s'imposent à la distribution avec la CGT

Cet article porte sur les années 1975 à 1990

Par décret du 18 novembre 1974, pour la première fois, le ministère des PTT décide l'ouverture du concours de préposé aux femmes⁽¹⁾. Cette décision de l'Administration, curieusement, n'est pas saluée dans le journal de catégorie « Le Préposé » ni dans le journal fédéral de la Fédération CGT des PTT, alors que la CGT s'est toujours prononcée pour l'accès des femmes à tous les emplois. Il est vrai que le collectif militant de la DAT (distribution, acheminement, transbordement) d'alors s'interrogeait : « ne fallait-il pas au préalable, moderniser les équipements, améliorer les conditions de travail, avant de procéder à la féminisation des services. » Si effectivement, le ministère ouvre le concours aux femmes, ce n'est pas dans un souci progressiste, mais parce qu'il peine alors à recruter des candidats masculins du fait des salaires scandaleusement bas.

Le ministère n'a rien prévu

Cependant, dès septembre 1975, après l'arrivée des premières femmes à la distribution, la CGT dénonce les carences de l'Administration qui n'a pas du tout anticipé cette arrivée et l'absence totale d'aménagement des locaux de travail pour les préposées : sanitaires non prévus, vestiaires, salles de repos, locaux insalubres, vêtements. Elle ne cessera d'organiser des actions avec les femmes pour imposer des équipements adaptés.

En décembre 1975, un rapport de la Commission nationale de la DAT sur les conditions de travail fait référence à la féminisation qui « pose encore avec plus d'acuité les conditions de travail indignes à la distribution. Celles-ci se doivent d'être améliorées pour tous, chacun et chacune doit pouvoir travailler dans de bonnes conditions dans l'emploi pour lequel il ou elle a été recruté. » Ce sera la ligne de la fédération pendant toutes les années qui suivront.

Lors d'une audience chez le Secrétaire d'Etat aux PTT le 11 mars 1976, la CGT rappelle que la féminisation amène des revendications nouvelles en ce qui concerne la pénibilité du service, la nécessité d'un service spécial pour les femmes enceintes, la mise en place d'équipements sociaux pour la petite enfance.

Les femmes notamment sont plus sensibles au poids des sacoches, qui ne vont cesser de s'alourdir au fil des suppressions d'emplois et de l'évolution du trafic. De nombreuses luttes vont être menées, les femmes exigent des balances comme à Paris 15 en 1985 et imposant même une limitation de ces sacoches à 25 kg comme à Issy-les-Moulineaux en décembre 1985.

La CGT propose alors que les nouvelles techniques telles que élévateurs et bras articulés pour charger les camions, tapis roulants par exemple, soient développées comme cela se fait déjà en Allemagne et en Grande-Bretagne. De même, la mécanisation du tri à la distribution devrait permettre des horaires moins matinaux.

L'habillement non plus n'a pas été prévu. Au début, les tenues sont incomplètes, les coupes mauvaises, les mesures non respectées et les durées d'usage supérieures à celles des hommes. Il faudra aussi des luttes pour obtenir gain de cause et le 23 janvier 1978, une circulaire émanant de la Direction du personnel préconise une dotation vestimentaire équivalente à celle des préposés masculins en ce qui concerne la tenue d'été. Fin 1979, la durée d'usage et le renouvellement des prestations sont identiques à celles du personnel masculin.

La maternité, des droits spécifiques

Une revendication spécifiquement féminine se pose très vite pour les préposées, c'est le service spécial pour les femmes enceintes. Une note de service de la Direction du personnel et des affaires sociales (DIPAS) en date du 2 avril 1981 rappelle que « les femmes enceintes de la distribution sont dispensées des travaux extérieurs dès la fin du troisième mois de grossesse mais que les agents volontaires peuvent continuer à exercer les activités habituelles. Les bénéficiaires de la dispense peuvent être affectés soit à des tâches sédentaires du service de la distribution, soit à des tâches du service général, selon les nécessités du service. »

Compte tenu de la pénibilité du travail, la CGT demande que le service spécial soit accordé dès la déclaration de grossesse sur présentation d'un certificat médical. Mais déjà avant la note de service en 1981, des luttes ont imposé dans les services parisiens le service spécial dès la

déclaration de grossesse. La CGT s'oppose à ce qu'il y ait interpénétration des services et demande que les femmes soient affectées à la distribution sur des positions de travail compatibles avec leur état.

Mais le service spécial sera l'objet de longues luttes, l'Administration ne respectant pas ses propres textes et obligeant à sortir en tournée, au détriment de la santé de la mère et de l'enfant à naître. Des pressions s'exerceront sur les femmes pour qu'elles renoncent à leurs droits et de nombreuses fausses couches seront constatées et dénoncées par la CGT. Lors de la journée d'études du 24 mai 1985 sur l'activité de la CGT en direction des femmes de la distribution, la CGT insiste sur la nécessité de l'implication de toute la section syndicale pour la défense du service spécial. Après cette journée d'études, la fédération écrit à la DGP pour demander un groupe de travail mené par la médecine de prévention pour définir la nature des tâches qui peuvent être effectuées par les femmes enceintes dans les services de la DAT. Elle organise des actions en lien avec les comités hygiène et sécurité (CHS) pour imposer des casiers adaptés avec sièges ergonomiques pour les femmes enceintes.

Mais une fois mères, les femmes sont confrontées aux problèmes de garde des enfants, d'autant plus qu'elles commencent très tôt le matin et qu'elles ont souvent de longs temps de trajet du fait du prix des loyers surtout en région parisienne. Or là aussi rien n'est prévu : peu de crèches et elles ne sont pas ouvertes avant 7 h. A Paris 14, la lutte menée avec la CGT a permis la création d'une crèche avec des horaires adaptés au service.

L'accès à tous les emplois de la DAT, une constante de la CGT

Si la CGT n'a pas réagi lors de l'ouverture du concours de préposé aux femmes, par contre très vite, elle demande la mixité pour tous les emplois de la DAT. Lors de la Conférence fédérale des 26 et 27 janvier 1978 sur l'activité en direction des femmes des PTT, le rapport introductif martèle : « Nous affirmons qu'il y a une solution technique, une organi-

1. La grève de 1974 y est certainement pour quelque chose !

sation du travail possible partout où que les conditions de travail soient acceptables pour tout le monde. C'est une question d'effectifs et de moyens.»

Quant au travail de nuit rendu nécessaire dans le cadre du service public, les emplois du service de nuit ne doivent être accessibles que sur la base du volontariat pour les hommes comme pour les femmes. La CGT est par contre résolument hostile au travail de nuit des femmes enceintes, même sur la base du volontariat, comme le préconise l'Administration, sous prétexte de liberté, en 1987.

Au CTP sur la féminisation dans les PTT du 27 mai 1980, demandé depuis plusieurs années par la CGT, l'administration prend en compte l'aspiration des femmes à accéder à tous les emplois d'acheminement, de transbordement et de conduite à la Direction du matériel et des transports (DMT), mais elle fixe un taux de féminisation maximum : 10 % à l'acheminement, 10 % au transbordement dans les CTA, 25 % à l'acheminement et manutention des centres financiers et informatiques, 5 % à la DMT. On refuse les femmes dans les centres de tri manuels. La circulaire DGP/DIPAS du 2 avril 1981 entérine cette décision.

Mais avec la victoire de la gauche en 1981, l'article 7 du statut de la Fonction publique est modifié et abroge toute mesure de discrimination en matière de recrutement. La CGT en profite pour demander la suppression de tous les quotas, cependant malgré toutes les actions, les délégations, les audiences, des progrès seront certes accomplis, certains services deviendront accessibles comme à la Direction des services ambulants, et en novembre 1989, «Le Préposé» est obligé de constater que les quotas n'ont pas tous été supprimés comme dans les centres de tri manuels.

En décembre 1981, 5 femmes arrivent à la DMT, 10 sont au centre de tri. Le 2 avril 1982, est fêtée l'arrivée des premières conductrices de poids lourds PL et de transports en commun TC au centre Keller-Paris. Participation massive des centres de tri et autres garages : 7 adhésions dont 6 femmes.

Au lieu d'améliorer les conditions de travail, un contrôle de l'aptitude physique est exigé pour les hommes et pour les femmes, pour l'accès à certains emplois.

Cependant, malgré les obstacles, tous les services se féminisent et le mouvement est irréversible. Au 31 décembre 1978, 12,9 % des préposés sont des femmes. En 1985, soit 10 ans après l'entrée des femmes dans la profession, il en y a 16,4 %. Au 31 décembre 1989, elles sont 30,8 %.

Avec le nombre, les mentalités évoluent

Lorsqu'elles arrivent dans les services, elles sont victimes de comportements rétrogrades de la part de certains chefs de service, mais aussi d'usagers, de collègues et même de certains militants. En 1978, le bureau fédéral regrette de trop fréquentes sollicitations de responsables de sections syndicales qui disent : les tournées sont trop longues pour les femmes, les charges trop lourdes, il faut que les préposées aillent aux chèques ou dans d'autres services moins durs (paraît-il).

De la part de collègues, ce sont des quolibets vulgaires ou bien une protection exagérée au moindre problème. Pendant les tournées, réflexions d'usagers voire propositions et on constate aussi des problèmes d'insécurité. Quand une préposée signale qu'elle a été suivie ou même victime d'une agression, on répond «Est-ce pour la sacoche ou pour ses charmes ?»

En 1984, au CTA de Créteil, refusant l'arrivée de quatre femmes, le directeur du centre déclare : «Plus question, d'abord les femmes au transbordement, ce n'est pas leur place et puis, les femmes préposées, plus les handicapés, plus les cas sociaux, j'ai 18 % de ma brigade qui n'est pas rentable.» Sans commentaire.

En 1984, une atteinte à la dignité de la part du receveur à Bourg-la-Reine suscite une réaction de l'ensemble du personnel et de la section syndicale, sur le manque d'effectifs. Le journal «Antoinette» qui relate l'affaire passe devant le tribunal correctionnel de Nanterre le 19 juin 1986 pour diffamation.

Mais progressivement, les femmes préposées de plus en plus nombreuses sont mieux acceptées.

Les femmes, un plus pour l'activité syndicale

Si la féminisation des secteurs de la DAT a été positive dans bien des domaines, il en est de même concernant la syndicalisation. Dans les faits, les adhésions au féminin sont plus importantes que dans les autres catégories. Au 30 avril 1985, un bilan d'adhésions donne 1 587 adhésions à la DAT dont 426 femmes soit 26 % du total, alors que le taux de féminisation est de 16,4 %.

Les femmes préposées sont d'ailleurs à la pointe des luttes pour la réduction du temps de travail, la semaine en cinq jours et le samedi sur deux. Des succès sont enregistrés où elles participent massivement, comme à Paris avec d'abord un samedi sur quatre en septembre 1979, puis un

sur deux ; plus tard, un sur quatre pour la banlieue parisienne et les grandes villes de province, et progressivement un sur deux.

Mais l'accès aux responsabilités est plus lent, les femmes étant encore parfois considérées comme moins capables d'assumer des responsabilités. Cependant, il faut relativiser. Le délai écoulé entre les premières arrivées, leur syndicalisation et l'élection à des postes de responsabilité est relativement court. Dès 1976, une préposée est élue à la Commission exécutive fédérale ; au congrès de 1979, elles sont quatre et une d'entre elles âgée d'une vingtaine d'années est élue au Bureau fédéral.

Cependant, lors de la journée d'études du 24 mai 1985, le rapport introductif constate que «le nombre de femmes militantes et responsables à tous les échelons de nos structures, ça ne va pas. Aucune n'est secrétaire régionale, aucune secrétaire départementale. Quelques-unes apparaissent dans les bureaux et commissions exécutives des syndicats départementaux, deux sont actuellement les premières responsables de l'activité catégorielle de leurs syndicats. Pour l'essentiel, ça se limite à cela.» Mais malgré les difficultés, les mentalités évoluent et les blocages s'atténuent et de nombreuses femmes du secteur de la DAT accèdent à toutes les responsabilités, y compris au secrétariat fédéral en 1988.

En conclusion

L'arrivée des femmes à la distribution dans des métiers réputés masculins n'a pas provoqué de cataclysme, ni de phénomène de rejet de masse. L'aptitude des femmes à occuper tous les emplois tout en ne renonçant pas à leurs spécificités a été démontrée. Les idées rétrogrades ont régressé par la force des choses. Elles ont comme leurs collègues masculins lutté pour défendre leurs intérêts catégoriels et faire valoir leurs droits spécifiques. Elles ont même posé avec plus de force que les hommes les questions de pénibilité du travail, des horaires, du temps libre, de l'hygiène au bénéfice de tous, hommes et femmes.

Le processus n'est pas achevé. Beaucoup reste à gagner sur le chemin de l'égalité, du droit au travail pour tous, surtout aujourd'hui où les femmes sont cantonnées aux emplois précaires, où 80 % des salariés qui ont un salaire inférieur au SMIC sont des femmes, où elles sont plus souvent au chômage que les hommes.

Les nouvelles générations ont encore du travail devant elles.

Paulette ZAGANIACZ

Le combat contre l'extrême droite c'est un combat sans relâche !

Lors de la campagne pour l'élection du président de la République les médias ont véhiculé un scoop ! "Marine Le Pen est arrivée". Ces partisans de l'image instantanée faisant "du passé table rase" oublient (volontairement ?) l'histoire. Pourtant comme les porteurs d'eau lors des marathons, ils pouvaient jalonner le parcours des idées et des méfaits de l'extrême droite en France...

Pour en rester sur le plan syndical PTT, notre livre d'histoire (page 540) revient sur le résultat des élections aux Commissions Administratives Paritaires de 1980 (CAP) où la confédération des syndicats libres (CSL) porteuse des idées d'extrême droite avait obtenu 14 680 voix et 4,4 %. Louis Viannet alors secrétaire géné-

ral de la fédération, dans son analyse de ces résultats, avait déclaré que "ces résultats doivent être pris avec tout le sérieux nécessaire". Au mois d'avril, dans le journal fédéral - voir ci-dessous - Henri Durou revenait en détail sur le sujet, en développant une argumentation toujours éclairante aujourd'hui. Soulignons aussi qu'en 1984 notre fédération avait protesté auprès du président Mitterrand lorsqu'il avait ouvert les portes de la télévision (Antenne 2) à J. M. Le Pen. Nous étions bien seul à l'époque⁽¹⁾.

C'est tout à l'honneur de la CGT et de ses instituts d'histoire sociale dont le nôtre, d'avoir pendant la période récente porté le fer dans la plaie. Et puisque notre syndicalisme n'est pas

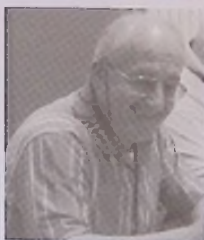
neutre, félicitons-nous que des forces politiques de gauche et des démocrates soient aussi à l'offensive. Nous ne serons jamais de trop pour combattre le feu fascisant qui couve au sien du Front National.

S L

1. Le Relais n° 1 de février 1999.

D'autres Relais reviennent sur l'extrême droite : Autriche, danger, n° 5 mars 2000 ; 6, 9, 12 février 1934, n° 21 mars 2004 ; Le régime de Vichy entre 1940-44, n° 26 juillet 2005 ; Fascisme et syndicalisme, n° 53 janvier 2012.

Trois brochures ont aussi été publiées : L'extrême droite en France ; La montée de l'extrême droite en Europe 1920-1936 ; L'année 1940, comment on en est arrivé là ?



Journal de la Fédération CGT des PTT - Avril 1980

La CSL... "CFT" ...qu'est-ce ?

Cette organisation loin d'être le phénix renaissant de ses cendres, nous fait penser à un monstre aquatique tapi dans la vase qui se nourrit et grossit de notre inattention.

La CFT (confédération française du travail) devenue depuis CSL (confédération des syndicats libres) pour se refaire une virginité, est née, dans les PTT, juste après mai et juin 1968 de la transformation de l'organisation "Union et Liberté" apparue, elle, au moment de cette grande grève.

Déjà à cette époque la CSL reprenait les thèmes chers au patronat, de : liberté du travail, syndicats politisés, entente entre les classes dans la loyauté et la dignité réciproque, etc. Comment s'étonner dès lors que cette officine ait reçu de tous temps l'appui inconditionnel du grand patronat et des gouvernements de droite de notre pays. Le livre "Les truands du patronat" écrit par Marcel Caille, ex-secrétaire de la CGT, est assez explicite en la matière pour me dispenser de longs développements. Nous dirons qu'avec les appuis cités plus haut, la CSL, les syndicats maison dirigent toujours leurs coups, au sens propre et figuré, contre notre organisation, la violence physique étant l'arme essentielle de ces pseudo syndicalistes. Dans notre administration plusieurs ministres et hauts fonctionnaires l'ont aidée ouvertement. M. Guéna qui, au lendemain de 1968 recevait officiellement en audience cette organisation, M. Galley qui, en 1971, lui accordait 25 permanents et plus près de nous, ce sont les libertés de service, les panneaux syndicaux accordés, les faveurs attribuées. Tant de largesses, en cette période, d'atteintes aux libertés syndicales, aux droits syndicaux, de la violence contre les militants CGT met en relief la complexité qui unit CSL et Pouvoir.

Si la création de "syndicaux maison" remonte loin, dans le temps, on en trouve déjà des traces vers 1900, c'est toujours dans les périodes les plus troublées qu'ils apparaissent, se développent. Un historien, Georges Lefranc, relatant la période du front populaire et l'activité fasciste du colonel De la Roque, note "la brusque sympathie pour le syndicalisme dont témoigneraient les leaders du parti nationaliste".

En effet, l'histoire nous apprend que dans un contexte de crise sociale, de tensions internationales le pouvoir politique se sert de tous les moyens pour briser la montée des luttes revendicatives. Les syndicats maison, la CSL font partie de cet arsenal. Quoi de plus naturel donc que pour les élections aux CAP du 12 mars la CFT-CSL ait bénéficié de l'aide administrative la plus large. Cela est dans la logique des choses. Tout comme d'ailleurs la façon pour ce syndicat de se cacher, pour mieux tromper, derrière l'appellation « liste de non syndiqués » accolée à CSL.

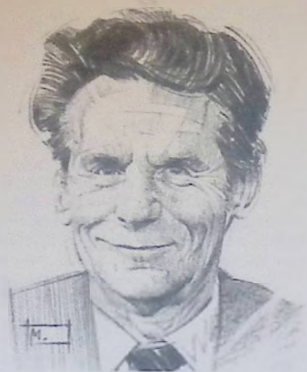
14 000 travailleurs et travailleuses des PTT se sont laissés abuser par cet illogisme, confédération des syndicats libres - non syndiqués, et ceci d'autant mieux que par inattention nous n'avions pas dénoncé à temps la supercherie.

Il y a toujours eu dans le passé des poussées de syndicats autonomes, d'officine patronale. Elles sont toujours venues dans des moments d'incertitude politique, d'instabilité économique. Dans les PTT elles n'ont jamais pesé durablement dans le débat syndical, surtout si les explications, le combat de classe a été mené contre elles. Dévoiler leurs origines, leurs manœuvres, leur but, nier tous droits de représentativité à ces organisations, refuser de siéger à leur côté là où patronat, administration voudraient les imposer, reste pour nous les bases du combat de classe que nous devons mener contre elles.

Mais cela doit être médité afin de mener la bataille sans faiblesse, le passé montre que « les syndicats du type CSL peuvent servir à un moment donné de levier au fascisme ».

H. DUROU

François du CASTEL n'est plus



A 87 ans François du CASTEL nous a quittés, bien connu des anciens, il a été militant de notre fédération dans les années 50, jusqu'au bureau fédéral et au C.N.E.T par la suite, tant qu'il a été en activité.

Ingénieur général, scientifique éminent, animateur d'idées, ceux qui l'ont approché ont apprécié chez lui la finesse de ses analyses et la clarté de son expression.

Evoker sa biographie au moment de son décès, ce n'est pas seulement faire œuvre de nécrologie, c'est à travers elle illustrer pour les plus jeunes, les luttes syndicales et politiques qui ont marqué la seconde moitié du 20^e siècle.

Issu d'une famille de polytechniciens, il entre à Polytechnique en 1943 et y constitue un groupe de résistants qui le conduit dans le maquis de Sologne, avant de participer à la libération de Paris, et de s'engager dans la division Leclerc jusqu'à Strasbourg. Il reçoit la croix de guerre.

Revenu à la vie civile, il choisit le corps des ingénieurs des télécoms et c'est encore à l'école supérieure des télécoms qu'en 1948 il adhère à la CGT, adhésion qui pour lui complète son engagement dans les milieux chrétiens progressistes qui regroupent aussi alors les prêtres ouvriers.

A l'heure de la guerre froide, il adhère et milite au Mouvement de la paix, considérant qu'il poursuivait là son action résistante.

Son milieu familial ne l'avait pas préparé à cette évolution, ni ses racines aristocratiques que Georges Frischmann lui rappelait malicieusement en l'appelant "Viconte".

Pour son premier poste, il est nommé à la direction régionale des PTT de Rouen, ce qui déplaît au préfet qui subtilement supprime son emploi. Il sera muté de ce fait au « Laboratoire national de radio-électricité », laboratoire en voie de désuétude, qu'il considère déjà comme un « placard », avant d'être nommé au C.N.E.T en 1953.

Dès son arrivée, il participe activement à la grève de 1953, et dans les assemblées régionales journalières de grévistes à la Bourse du Travail, on le voit fréquemment intervenir. Il a été élu au bureau fédéral. Tout cela lui vaut une nouvelle sanction, de suspension temporaire d'activité pour fait de grève.

Alors un ingénieur était encore un être hautain, appartenant à un autre monde que celui des agents des PTT. Lorsqu'on était convoqué au bureau de « Monsieur l'Ingénieur », c'était pour rester debout à l'entrée de la pièce et y recevoir des ordres, l'idée d'une poignée de main était saugrenue.

Après la grève de 1953, un ancien militant du bureau fédéral s'adresse pour la première fois à lui pour lui dire « maintenant tu es des nôtres » et dira-t-il, j'en étais pas peu fier !

Entretiens, il a adhéré au Parti communiste auquel il demeurera fidèle tout en manifestant des réserves sur des positions qu'il considère marquées de sectarisme, et sur des jugements sans nuance relevant plus de l'affirmation que de l'argument. Il participe à une délégation fédérale en URSS, invitée par les syndicats soviétiques, événement rare à l'époque. Avec lucidité il dit en tirant des enseignements contradictoires, faits de cordialité et de langue de bois.

* *

Au C.N.E.T, il entame une grande carrière scientifique. D'abord sur la propagation des ondes dans la troposphère et ses applications dans le développement des faisceaux hertziens où le C.N.E.T. acquiert une réputation mondiale.

Après le premier Sputnik en 1958, il développe la recherche spatiale et les fusées où il prend une part active, il est responsable du projet de satellite franco-soviétique ROSEAU.

En 1966 il est élu Président de la section d'Astronomie et de Géophysique du CNRS où il restera 5 ans.

En 1968, il prend une part active à la grève et à l'occupation du C.N.E.T., ce qui lui vaut de nouvelles sanctions pécuniaires cette fois.

En 1971, il rejoint la direction scientifique du C.N.E.T. jusqu'en 1974, où alors que sous la présidence de Giscard d'Estaing, une orientation plus libérale est décidée au C.N.E.T., tranchant avec la politique antérieure, d'indépendance scientifique et technique nationale, il est

exfiltré du C.N.E.T. et nommé Inspecteur général. Là, lui sera confié entre autre, une étude sur le fonctionnement du service social PTT, question moins stratégique qu'au C.N.E.T...

En 1981, avec le changement de majorité, J. Dondoux Directeur général des Télécoms et le Ministre Mexandeau envisagent de le nommer directeur du C.N.E.T., nomination qui ne fera pas l'unanimité du gouvernement. Il sera finalement nommé directeur adjoint jusqu'en 1986, où à l'occasion d'un nouveau changement d'orientation, il est à nouveau évincé du C.N.E.T. Il est nommé Chevalier de la Légion d'honneur. Chargé de mission à la DGT, il mettra à profit ces dernières années d'activité, près de la retraite, pour assumer certaines publications. Il dirigera notamment un collectif de 150 responsables des télécoms qui rédigera un livre de référence pour l'époque sur « Les télécommunications » (Berger Levrault éditeur).

Il travaillera également pour la section économique du Comité central du Parti communiste où il publiera sous « pseudo » diverses études et préconisations, ainsi que des revues scientifiques et l'association d'histoire des télécommunications, dont il dirige les publications périodiques.

Le 8 juillet 1990, il prend sa retraite après 32 ans au C.N.E.T.

Aux camarades et collègues assemblés à cette occasion, autour de lui, il livre cette pensée de Jean Bazaine sorte de programme pour les années qui suivent et qu'il suivra :

« La vieillesse n'est pas le temps de la sagesse, mais celui de la passion ».

A la retraite, il va s'investir totalement dans l'AHTI (association pour l'histoire des télécommunications et de l'informatique). Lors de son décès, tous les animateurs de l'association souligneront qu'il « avait contribué de façon décisive à (la) créer, il y a plus de 10 ans et qu'il n'a cessé d'animer avec l'énergie indomptable, l'imagination créatrice et le charme plein d'humour qui le caractérisaient ».

Marcel PILLET,
ancien membre du Bureau fédéral
et Militant du C.N.E.T.

NB : Le dessin de François du Castel est de Jean Minerand (Télécoms Magazine), page 17 de l'ouvrage « Les télécommunications » dirigé par F. du Castel. (X,A Decours - Berger-Levrault International - 1993)

Nouvelles brèves

L'ihS a été invitée à visiter, en compagnie des camarades qui travaillent sur le livre d'histoire des lignes, le musée des télécommunications à Rennes et un entrepôt de matériel "historique" administré par l'association "Armohistel" adhérente de la F.N.A.R.H. Des contacts ont été pris pour envisager une initiative commune, elle pourrait déboucher sur une exposition qui ferait une place à l'histoire sociale.

L'ihS a participé aux journées d'études confédérales à Dives-sur-mer. L'introduction faite par la présidente Elyane Bressol a porté sur l'histoire du « rapport entre le syndicalisme et la politique » sujet d'actualité s'il en est un (voir le billet du Relais n° 54).

Un large et enrichissant débat a traversé les 2 jours de travaux. Deux conférences l'une sur "le syndicalisme pendant la première guerre mondiale" préfigure les travaux d'un colloque sur ce sujet en 2014, année du centenaire du début de cette guerre qui a transfiguré les pays européens et notamment la France. L'autre sur "l'articulation entre démocratie ouvrière et démocratie syndicale" a apporté des éléments de réflexion pour travailler sur le contenu du colloque des 21 et 22 novembre 2013 où notre institut va s'investir.

Ces journées ont montré la bonne santé de l'institut confédéral et des instituts professionnels et territoriaux, leur investissement pour que le passé aide à la réflexion sur l'activité du présent. Des avancées qui nous motivent pour travailler à faire connaître nos travaux parmi les syndicats sous différentes formes.

Le 20 juin à Lyon, en collaboration avec l'institut CGT Rhône-Alpes a eu lieu une conférence débat sur "**Le syndicalisme CGT, son apport au mouvement syndical algérien sous la colonisation, pendant et après la Guerre d'Algérie**" suivi d'une illustration concrète sur le syndicalisme algérien pendant et après la guerre, dans le prisme de l'exemple de la fédération des PTT. Cette journée était présidée par



Les responsables des différents IHS CGT adhérent(e)s à la FAPT à Dives-sur-Mer.

Louis Viannet, elle fera l'objet d'un article dans le prochain relais et dans les cahiers d'histoire sociale de l'institut CGT.

L'IHS a également participé à une soutenance de thèse de Mme Marie Carpenter (voir le Relais n° 51 de juillet 2011) sur « Entreprise, Etat, Nation, approche historique et comparative

des dynamiques de l'innovation – Les télécommunications de 1967 à 1982 ». Une soutenance au riche contenu historique et qui ouvre quelques pistes intéressantes pour l'avenir.

Le 14 juin le CA de l'institut des PTT s'est réuni, voir le compte rendu joint à ce n° 55 du Relais.

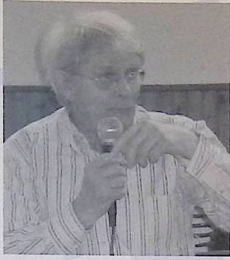


Louis Viannet, Roger Gay, Serge Lottier, Louis Cardin, le 20 juin à Lyon.

La fin du minitel !

Cette innovation majeure de la fin des années 1970 a définitivement tournée la page le 30 juin 2012. A cette occasion des textes venant des pères de cette invention et de la CGT FAPT sont parus.

Avec le recul du temps, nécessaire à l'histoire, dans le prochain « Relais » nous essayerons de creuser pourquoi cela a été possible, l'analyse de la CGT à l'époque, et pourquoi ce fut le dernier grand projet où se sont rencontrés l'industrie du téléphone et le service public des PTT.



Jean GUERINEL

vient de nous quitter en avril 2012

Dans le cadre des recherches de l'IHS sur "Les services des lignes", Jean Guérinel avait témoigné le 31 janvier dernier. Quelques extraits de cette rencontre :

C'est comme auxiliaire durant 2 ans qu'il fait connaissance avec les PTT, sensibilisé par la campagne "Paix en Algérie", il rejoint la CGT et lui restera fidèle toute sa vie. Reçu au concours d'Agent Technique, il est nommé à Versailles. Remarqué pour son engagement, par René Berthelot, il est élu à la commission exécutive du département, puis à la commission nationale des lignes. Trois ans plus tard retour à Rennes à l'aérosouterrain, des conditions de travail difficiles dans les égouts. Jean sera bien sûr

élu à la CE de l'Ille-et-Vilaine ; pendant la grève de 1968, il supplée le secrétaire départemental, il le deviendra en titre après la grève.

Jean raconte : "1968, les grévistes des lignes occupent les locaux et élisent un comité de grève. Les lignes deviennent le fer de lance de la lutte pour les autres services du département, notamment les chèques postaux. Cependant les méthodes utilisées aux chèques - pose de cadenas sur les portes - provoquent des tensions avec les non grévistes de ce service. Jean sera interpellé par le directeur "M. Guérinel, il faut respecter la démocratie et faire dégager les portes", je lui répond "Le mieux, c'est de discuter, de satisfaire les revendications !". Devant les risques d'affrontement, la direction a finalement accepté de fermer le centre de chèques.

A Rennes le 19 mai 1968, 30 000 manifestants étaient dans la rue sur le thème central "Vivre et travailler au pays". La Bretagne n'est pas un territoire manufacturier ; beaucoup de bretons, en particulier les jeunes, devaient "s'expatrier" dans les usines parisiennes ou devenir fonctionnaires, avec des nomination à Paris, dans le nord ou l'est.

En 1968, il n'y avait pas que les étudiants, contrairement à ce qu'affirment les historiens !

Il faut aussi savoir que dans les réunions, la démocratie permettait de surmonter les obstacles. C'était plus difficile dans les bureaux moyens, à cause du manque de militants suffisamment aguerri.

J'ai été secrétaire départemental pendant 6 ans, je suis devenu secrétaire régional en 1974, succédant à Jean

Balanand. J'ai trouvé cette période à la région, plus difficile parce que isolé, alors que départemental, on est davantage "chez soi". J'ai été élu à la CE fédérale, tout en restant à la commission nationale des lignes."

Jean revient sur sa carrière : "Oui mon engagement syndical a été un frein à mon déroulement de carrière, j'aurais sans doute pu prétendre à mieux". Et cette anecdote en guise de conclusion qui montre la droiture de l'homme : "Un jour à Fougères, alors que nous sortions d'une audience auprès du ministre GALLEY, il m'interpelle et me dit "Monsieur Guérinel, je peux vous aider à évoluer dans votre carrière. Je peux vous emmener au Ministère des PTT". Et moi de lui répondre "Monsieur le Ministre, ma carrière m'appartient".

Un haut fait de la Résistance dans les PTT honoré



Le 8 mai 2012 à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), là où "La Source K"⁽¹⁾ pendant la guerre en 1942 écoutait, sur le câble Berlin Paris, les conversa-

tions allemandes qu'elle retransmettait ensuite à Londres, a été inaugurée à l'occasion du 70^e anniversaire une stèle commémorative. Participaient officiel-

lement à cette cérémonie l'Association Nationale des Anciens Combattants et Résistants, qui fit l'intervention, Libération Nationale PTT représentée par son secrétaire général Charles Sancel et le porte drapeau Michel Chassagne, l'Etat, la municipalité. On reconnaissait parmi les 200 participants les camarades Alain Rouault, Hélène Lafait, Jeannine Lottier, Serge Lottier, Serge Mas, Philippe Mopty représentant de l'union locale CGT de Noisy-le-Grand, et aussi Françoise Guiche du Parti Communiste.



8 mai 2012 à Noisy-le-Grand, à droite Charles Sancel.

1. Du nom de l'ingénieur des Lignes à Grandes Distances, Robert Keller, mais aussi ses deux compagnons Laurent Matheron et Pierre Guillou, tous trois morts pour la France en déportation. Lire : Georges Frischmann "Histoire de la fédération CGT des PTT" page 496.